

Pour conclure : réflexivité ou conflit ? Les faiblesses de l'approche française de l'environnement

Conclusion: reflexivity or conflict? Weaknesses of the french environmental approach

Lionel CHARLES*

Comme le reflètent les contributions qui composent ce numéro, le séminaire de Lille a constitué un moment d'un très grand intérêt, dont il faut souligner la richesse et la diversité. Celles-ci tiennent à la multiplicité des thématiques abordées, mais aussi à celle des angles d'attaque retenus avec, en particulier, des mises en perspective épistémologiques ou historiques dont on peut rappeler combien elles sont importantes dans l'appréhension des problématiques environnementales : elles sont proprement constitutives de l'environnement. On peut relever ces dimensions dans bon nombre d'interventions qui cherchaient à rendre sensibles les effets de temporalité et les transformations qui les accompagnent ou les ont accompagnés, sur des plans très différents, faisant ressortir par là également la diversité des questionnements à l'œuvre. D'un autre côté, les tables rondes ont permis de percevoir de façon précise, à travers l'hétérogénéité des acteurs qui y ont participé et de leurs points de vue, la complexité des enjeux autour de questions ayant acquis une forte consistance ces dix dernières années dans leur rapport direct ou indirect à la santé. Ces questionnements ne se limitent évidemment pas à la recherche, mais concernent chaque individu singulier dans la multiplicité de ses choix et la diversité de son expérience quotidienne. On peut en souligner la double visée cognitive et pratique, pragmatique, que l'on trouve rarement associée dans les colloques sur l'environnement en France. Avant d'en évoquer rapidement plus précisément certains aspects, relevons que n'a pu se tenir la présentation envisagée initialement autour de « normes et incertitudes ». Cela a constitué un double manque, tant du point de vue de l'éclairage que cette présentation aurait pu apporter sur différents aspects intervenus par la suite dans les discussions, que de l'intérêt intrinsèque de la question. La démarche normative constitue en effet une approche fortement installée en France, dressant un rempart apparent face aux complexités des questions environnementales. On ne peut cependant en ignorer

les limites et les ambiguïtés, voire les effets pervers, en particulier en ce qu'elle tend à restreindre en la figeant la perception de réalités par nature dynamiques et mouvantes et à effacer la responsabilité des acteurs.

Les quatre tables rondes ont permis de faire nettement ressortir la multiplicité et la difficulté des enjeux, le jeu des échelles, des espaces restreints de l'air intérieur à l'ensemble de la biosphère avec le changement climatique. Les interventions et la discussion au sujet de REACH ont mis en lumière la complexité du sujet et le travail considérable qui reste à accomplir à ce propos, en particulier l'effort communicationnel et pédagogique pour permettre aux populations d'en maîtriser les tenants et les aboutissants. *A contrario*, la table ronde sur les déchets a illustré de façon très vive les faiblesses et les failles d'une politique menée de façon systématique par l'État, privilégiant une solution technique, fortement critiquée et remise en question, au détriment d'une approche plus en profondeur et plus diversifiée, plus souple d'un problème très délicat. L'intervention de F. Marano a éclairé de façon précise l'intrication croissante de la recherche et de la décision publique, montrant comment la progression sur des décennies de la recherche dans le domaine des particules a permis de mettre en évidence très tôt les risques liés à l'émergence des nanotechnologies, sans rendre pour autant possible la mise en place d'une appréhension générale claire en matière de décision collective, ce dont a témoigné le débat public lancé sur le sujet en 2009 (CNDP, 2010). L'exposé de J.-F. Besancenot a introduit à la délicate question de la relation entre santé et changement climatique, et par là à celle du changement climatique, dont la problématique en tant que telle a phagocyté la table ronde qui y était ensuite consacrée (on était alors à quelques semaines du sommet de Copenhague). Ce déplacement témoigne d'une large reconnaissance

* Chercheur en sciences sociales, Fractal, Paris.

du problème par la société civile, mais aussi de son manque de maîtrise pour en affronter avec détermination les enjeux à partir d'une vision renouvelée. La dimension d'échange, de discussion prend ici tout son sens, mais il n'est pas certain que les arènes pour mettre celle-ci en place soient constituées de façon satisfaisante pour le moment... La présentation de M. Guespereau (AFSSET) a montré l'attention de cette institution à cette question dans le contexte délicat d'une fusion avec l'AFSSA et de la création de l'ANSES (Agence nationale chargée de la sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail).

Ces échanges autour des questions centrales abordées dans ce séminaire ont cependant largement fait apparaître combien reste pendante en France la question des populations, des individus ordinaires, de leur place, de leur rôle, de leur réalité et leurs capacités spécifiques. Tout ne cesse de se passer dans la perspective d'agir au nom de. C'est la question récurrente de la délégation et de la représentation, alors que c'est précisément ce paradigme que met en question l'environnement. De façon générale, il faut souligner que la solution des questions très complexes et très techniques que soulève l'environnement ne réside pas vraiment dans la technique, mais dans quelque chose qui se situe au-delà comme également au-delà du politique, qui est leur appropriation individuelle et collective par les populations, dans les mises en œuvre qu'elles élaborent effectivement, et qu'il y a là un effort considérable à engager. Il appartient aux acteurs du domaine de montrer le chemin de ce point de vue et d'essayer de livrer de façon aussi large et ouverte que possible la compréhension des tenants et des aboutissants de ces questions dans leurs ramifications et leur complexité, qui en font toute la réalité, et de ne pas les réduire, sous prétexte d'adhésion à bon compte ou de communication, à des formulations qui les irréaliment.

L'hétérogénéité des présentations, dans leurs multiples composantes, constitue en elle-même une incitation à s'interroger. Une chose qu'elle laisse nettement apparaître, c'est, malgré des années d'acculturation à ces questions, la difficulté, le manque d'une culture commune, véritablement partagée, que l'on pourrait qualifier d'environnementale, qui interroge sur la raison de cette absence et l'intérêt qu'il y aurait à constituer une telle culture, dans laquelle la dimension sanitaire est fondamentalement présente et active. Cette absence de culture commune peut se lire à l'éclatement, à la fragmentation dont ne cesse de témoigner la façon dont est abordé collectivement l'environnement, la prévalence accordée de façon récurrente aux différents types d'approche, de regards, de compétences qui y sont à l'œuvre, scientifiques, techniques, politiques, sociales, comme autant d'univers aux spécificités massives indépassables... Elle peut se lire également dans la distance qui sépare ceux qui savent, experts ou professionnels à un niveau ou à un autre, de ceux qui savent moins ou ne savent pas, et pour lesquels la participation au débat, aux choix collectifs, aussi

limitée soit-elle, est de ce fait largement obliérée. Il n'est évidemment pas question de nier toute pertinence à ce qui fonde ces effets, à la prégnance des dimensions scientifiques ou techniques, aux écarts, aux distances qu'elles instituent, mais néanmoins de souligner que l'intérêt pour ces phénomènes, en particulier quand il est question de santé, si étroitement liée à l'environnement, ne tient que parce qu'ils visent et concernent directement en tant qu'êtres humains, en tant qu'êtres vivants, les individus singuliers, et qu'ils n'ont précisément de sens qu'à travers ce « concernement » collectif très large à ancrage individuel commun, qui ne se restreint pas à un ou des groupes sociaux particuliers. Les dimensions scientifiques ou techniques se situent ici dans une autre perspective, un autre rapport que celui que l'on observe en général, d'apport objectif immédiat. Indispensables, elles apparaissent cependant en même temps secondaires, clairement au service d'autre chose, d'une amélioration seulement possible, conditionnelle des situations, indissociable du fait qu'il s'agit là d'abord de réalités communes, éprouvées sur le mode de l'incertitude, comme l'a évoqué Paul Allard, dans sa double dimension, incertitude de la connaissance scientifique, incertitude du point de vue de la décision. Les implications d'une telle situation au plan collectif sont nouvelles et délicates. Car si l'on identifie assez bien les questions, il n'en va pas de même des dynamiques encore très largement à construire susceptibles de permettre d'y faire face, d'y apporter des réponses. On peut d'ailleurs être sceptique quant à une rhétorique question/réponse, l'analyse d'un outil collectif aussi complexe que REACH en offre une illustration évidente, pour ne rien dire du changement climatique, où les leviers sur lesquels agir sont encore plus nombreux, complexes et difficiles à concevoir et à mettre en œuvre. Comment le faire de façon à la fois cohérente, pertinente, efficace et juste ? On mesure ici toute la difficulté, mais aussi l'ambiguïté que recouvre l'idée de conduite du collectif, d'une approche purement politique face à la multiplicité des composantes, des dimensions potentiellement à l'œuvre. En même temps, il n'y a pas ici de neutralité, nous sommes clairement engagés, malgré nous, individuellement et collectivement, dans ces développements, et c'est cet engagement qui est central et premier quand il est question de risque, de santé, et par là aussi d'avenir individuel et collectif.

Rechercher une culture commune, c'est rechercher une cohérence, des perspectives qui permettent précisément d'établir des liens, des relations qui ne soient pas uniquement formelles et conjoncturelles par rapport à des questions qui ne cessent de réapparaître sous des formes différentes et auxquelles il est impératif de trouver des solutions beaucoup plus approfondies que celles élaborées pour le moment. Cette culture a son fondement dans la réflexivité, au cœur de la notion d'environnement, dans ce qu'elle implique de décalage, de clivage et d'élaboration spécifique. On mesure relativement mal en France le déplacement que constitue l'environnement par rapport au regard que nous portons en général sur le

monde. L'environnement a en effet précisément pour sens de ne pas désigner une réalité en soi, mais une réalité propre à un et, par extension, des organismes vivants que celle-ci concerne directement au plan existentiel et avec laquelle il(s) est/sont en interaction. L'environnement constitue avant tout un univers de relations, dont la multiplicité et la complexité font qu'elles ne sont l'objet que d'appréhensions très partielles, et chez l'homme très largement inconscientes, comme permet de le concevoir la notion de « simplicité » [Berthoz, 2009]. Ces relations couvrent, comme l'a élaboré l'écologie, des champs très vastes. Elles concernent la lumière, l'air, l'eau, la multiplicité des éléments abiotiques mais aussi les autres organismes de la même espèce (rivaux, partenaires sexuels, progéniture) ou d'autres espèces (proies, prédateurs, symbiotes, etc.) avec lesquels tout être vivant est en permanence en situation d'échanges, à travers lesquels il maintient sa qualité première de vivant, dans un jeu permanent d'appréhensions et de transformations réciproques. À un autre niveau, cet échange est celui d'information, aux registres à la fois considérables et limités, permettant à l'organisme d'ajuster en permanence un certain nombre de paramètres essentiels à son maintien (thermo-régulation des mammifères, par exemple, mais aussi interactions sociales). La réalité à l'arrière-plan est qu'un organisme vivant ne peut se concevoir indépendamment d'un univers qui l'entoure, indispensable à son existence, à son devenir qui ne se limite pas à la survie individuelle, puisqu'il implique aussi la reproduction. Ce qu'énonce l'environnement, c'est ce processus fondamental d'échange entre l'organisme vivant et ce qui n'est pas lui, d'interaction, consubstantiel à son existence, d'une extraordinaire complexité. En ce sens, l'environnement substitue à l'ontologie un processus d'action/action en retour entre l'organisme et le monde qui l'entoure, une réalité souple, labile, multiforme, fondamentalement réflexive, faite d'échanges incessants comme l'ont les premiers explicités les pragmatistes James, Dewey ou Mead, dans une dynamique directement inspirée de la théorie darwinienne. La santé est une composante évidente d'un tel processus, dans une dynamique intentionnelle d'attention et de soin, dont le terme anglo-saxon "care" traduit mieux la perspective très large d'investigation des situations et des occurrences mais aussi de prudence face aux aléas, aux incertitudes liées à leur renouvellement incessant, aujourd'hui massivement induit par l'extension des dynamiques humaines « médiées » par les technologies et leur impact potentiel non voulu sur les mondes naturel et humain.

Et c'est sur cette notion de réflexivité que ce séminaire offre une excellente opportunité de réflexion. L'intervention de F. Rudolf autour de risques et vulnérabilité a présenté de façon précise et concise la notion, en rappelant son origine dans l'idée de deuxième modernité développée en Allemagne par U. Beck et en Angleterre par A. Giddens. Ceux-ci avaient d'ailleurs publié en 1995 avec S. Lash un livre commun, *Reflexive modernization*, qui orchestrait ces idées. Il y a quelque chose de très caractéristique par rapport à ces travaux et aux idées qu'ils développent, indépendamment de leurs traductions très partielles en français, c'est le faible écho qu'ils ont eu en France à l'époque et, par la suite*, l'indifférence massive dont ils ont longtemps fait l'objet. Avec le recul du temps, presque 25 ans après la publication de l'ouvrage de Beck, 15 ans après celle de l'ouvrage collectif de Beck, Giddens et Lash, il est possible d'appréhender cette ignorance différemment. Ce qui frappe, à observer l'expérience française dans le champ de l'environnement et plus largement, c'est précisément le constat d'une absence de réflexivité, et, à un autre niveau, d'apprentissage et de mémoire, avec au contraire le maintien plus que jamais d'une univocité, qui tourne de fait à la cacophonie, à l'effacement et à l'oubli. Les exemples à ce niveau sont trop nombreux et présents à l'esprit de tous pour qu'il soit nécessaire d'y revenir en détail : on peut citer l'affichage dont les différentes élaborations autour de l'environnement sont de façon récurrente l'objet, en particulier au plan institutionnel**, comme cela a été le cas avec la notion de développement durable, dont la crédibilité s'en est trouvée au final profondément entamée. Car pour qu'il y ait réflexivité, il faut qu'il y ait écoute, qui semble largement faire défaut en France. Le ressort fondamental de la réflexivité est de fait la compréhension des effets induits de ce qui est en permanence introduit dans la dynamique collective, mais cela sous-entend que ce qui y est introduit est identifié, perçu et reconnu, comme le souligne A. Honneth [2007], et s'accompagne d'une mémoire collective rigoureuse et efficace. Or ce qui semble caractéristique de la société française, c'est que ce type de perception, de ressource, est largement absent***, au profit d'un autre mécanisme fondamental, celui du débat, avec ce qu'il comporte de censure, de concurrence entre individus, entre thèses, entre types d'approche, entre courants, entre représentations, sur la base d'appropriations rivales dans un présent permanent qui au final irrealise les questions.

Ainsi, la France s'est incontestablement délectée de la controverse autour du climat et de ce qu'un indi-

* Le contexte de l'époque était aussi celui de l'élection de T. Blair, de la troisième voie développée par A. Giddens (1998).

** Les entreprises ne sont pas non plus épargnées, comme l'a montré le sondage Baromètre entreprise et biodiversité réalisé par l'IFOP en septembre 2010 pour le WWF, dans lequel il apparaît que, parallèlement à la responsabilité importante attribuée aux entreprises en matière d'érosion de la biodiversité, les entreprises ayant mis en place des politiques de communication sur les actions qu'elles mènent en matière de protection de la biodiversité peinent à convaincre de la sincérité de leur engagement : une nette majorité des Français (67 %) y voit un simple prétexte de communication, et seul un tiers estime qu'il est légitime qu'elles communiquent sur les actions qu'elles mènent.

*** De ce point de vue, on ne saurait sous-estimer le poids de la sédimentation identitaire ou patrimoniale, particulièrement prégnante dans le contexte français, relevant d'un attachement excessif à un passé largement mythifié.

vidu relativement isolé comme C. Allègre puisse attaquer de front le travail du GIEC, passé d'une appréhension limitée de la part de la population à un statut de quasi-dogme, sous l'emprise du matraquage médiatique à son sujet, à travers un ensemble de processus qui ne semblent guère avoir été analysés pour le moment. L'aubaine était à la hauteur de la spécificité exceptionnelle de la situation. Cette réalité purement communicationnelle n'a nullement été tempérée par la recherche d'une expression plus raisonnable ou plus sereine, et la question du réchauffement climatique, qui avait envahi la une des médias, en a disparu tout aussi rapidement, comme si le problème avait cessé d'exister à partir du moment où il n'était plus omniprésent. Ce phénomène délétère de saturation, d'intoxication collective demanderait à être interrogé. Il n'est pas sans rappeler ce qui s'était joué au cours de la campagne électorale de 2007, qui reposait déjà sur une médiatisation extrême, à forte résonance ludique avec, à l'évidence, de très cruels arrière-plans. La notion de société du spectacle est-elle encore pertinente pour rendre compte de cette réalité, de cette marche de funambule, quand un peu plus d'un an plus tard s'ouvrait l'abîme de la crise ? Ces phénomènes, profondément surdéterminés par l'inflation techno-économico-médiatique contemporaine, ont leur fondement dans l'exigence collective de croire, marquée par une certaine immaturité dans le rapport qui relie croyance et appropriation, à travers la notion de représentation, dont le prolongement est le débat. Et probablement est-ce cet effet qui empêche d'identifier ou d'assimiler la notion de réflexivité. Car comme nous l'indiquions précédemment, la réflexivité s'inscrit dans une logique de reconnaissance, elle est la marque d'individus, d'une société à l'écoute d'elle-même, c'est-à-dire des éléments nouveaux et différents qui l'animent en permanence, non pas d'un point de vue ironiquement, spectaculairement distancié, mais d'un point de vue fondamentalement engagé : les transformations, les changements à l'œuvre sont susceptibles de l'affecter vraiment, directement. Elle recouvre une pragmatique, n'a de sens que du point de vue de l'action.

Or on a le sentiment que c'est à cette réalité à laquelle la société française veut et doit, en quelque sorte par essence, peut-être précisément parce qu'en cela elle est une société, échapper. L'univocité dont il était question précédemment est précisément la ressource fondamentale de ce point de vue, ressource à la fois iconique, sémantique, langagière et morale du « rien ne vaut » mécaniquement distillé et reproduit à l'infini, de la méconnaissance qui fonde et que produit l'idéation*. Processus dans lequel l'image apparaît première. Étrange processus de néantisation à vrai dire, lourd de menaces, mais néanmoins central en tant que support de discours... Processus dont

l'origine, l'ancrage dans le dispositif ecclésial du catholicisme romain peut être aisément identifié. Cela est directement corroboré par le fait que c'est dans des pays de tradition protestante que la notion de réflexivité a pris ancrage. Car, à la différence de la société française, ces sociétés sont davantage convaincues de leur faiblesse et par là de leur réalité, elles ne se prennent pas à leur propre miroir, à leur simulacre, ou en tous les cas pas avec autant d'excès. Elles sont convaincues de leur réalité parce que celle-ci est inscrite dans l'individualité de chacun des individus qui les composent, dans leur diversité, et que c'est des interactions des individus les uns avec les autres que naît précisément le social, non pas d'un plaquage conceptuel, d'une superstructure imposée et dont l'imposition est rejouée en permanence dans tous les actes de l'existence... Mais comme l'a bien vu Lucien Jaume dans *L'individu effacé*, en France l'individu n'a guère de consistance. Il suffit de lire *Du contrat social* pour comprendre d'où vient cet effacement. C'est tout l'*ethos* républicain et l'excès qui le fonde, l'éradication du monde sensible et des passions dénoncées comme malveillantes au profit de la raison égalitaire qui sont en cause, et qui apparaissent comme une source majeure de déficit social, instrument d'un encapsulement, d'un retrait individuel dans le principe sans contenu existentiel de la citoyenneté et de la représentation. Nous éprouvons en permanence la frustration correspondante, sans cesse confrontés à l'arrogance des dirigeants et des chefs de tous ordres, dont l'État au plus haut niveau offre souvent une image caricaturale, relayé aujourd'hui par ce qui est ressenti comme dictature des marchés. Mais nos propres schémas culturels contribuent seuls à en fabriquer l'image. Notre réalité trop immédiatement politique d'affrontement permanent, avec son lointain héritage guerrier et militaire [Touraine, 2005], ne permet pas que s'installe vraiment cette distance réflexive, nous contraignant à une gestion collective au jour le jour de l'environnement, dont l'élaboration du grand œuvre du Grenelle 2 a manifesté, au nom de sacro-saints arbitrages, toute l'ambiguïté.

Sabine Barles a illustré d'entrée de jeu cette situation en montrant comment en France, très tôt au XIX^e siècle, l'approche environnementale d'inspiration néo-hippocratique et son ancrage dans la réalité du monde est récusée par les statisticiens et plus encore par les ingénieurs au profit de la mise en avant de déterminants techniques et sociaux. Il est d'autant plus intéressant d'évoquer cette récusation, qui prend chez Villermé un sens à proprement parler scientifique, qu'on en retrouve un prolongement direct dans l'intervention de P. Aïach et la façon dont celle-ci met en cause l'environnement, même si c'est dans une approche quelque peu restreinte à la dimension géographique et spatiale**. Et l'on peut sans doute

* On peut rappeler ici l'interrogation de Baudrillard : « Et si la France avait choisi la voie de l'indifférence ? ».

** On peut évoquer à ce propos les travaux de Foucault dans la deuxième moitié des années 90 [Foucault, 2004] autour de la question de la biopolitique et de la population.

penser qu'un mécanisme du même type a joué dans le cas du climat, mettant en scène une réalité qui n'était pas socialement constituée et appropriée, n'émanant que d'un groupe de scientifiques, aussi considérable soit-il, dont rien ne garantissait la représentativité, mettant en question la société elle-même en imputant génériquement la cause de la dérive climatique à l'homme, faisant entièrement fi de la notion émergente d'anthropocène. On voit bien comment l'approche particulièrement fine des capacités, mise en avant par K. Frohlich à partir des travaux d'A. Sen, offre des perspectives d'avancées face à ces questions par-delà la reconnaissance première de la multiplicité des facteurs intriqués à l'œuvre.

Pour éclairer cette situation, peut-être faut-il rappeler que c'est au ^{xvii}e siècle en Angleterre, dans le contexte d'efflorescence remarquable de la science anglaise dans la filiation de l'empirisme baconien que s'est d'abord affirmé le renouveau de l'hippocratismes à travers la pratique et l'œuvre de Sydenham [Riley, 1987], à l'origine du courant néo-hippocratique qui diffuse dans toute l'Europe au ^{xviii}e siècle. On peut également évoquer la proximité de Sydenham avec Locke, lui-même médecin, dont il a pour une part inspiré l'œuvre philosophique. Et c'est cette élaboration dont on peut considérer qu'elle trouve son prolongement dans le système de santé public anglais, à fondement environnemental, qui commence à se mettre en place avec les initiatives d'ailleurs mal reçues de Chadwick, bien avant les découvertes de Pasteur et de Koch [Porter, 1999], en avance sur les autres initiatives européennes. L'empirisme tire une part majeure de son fondement de la philosophie d'Épicure, auquel il emprunte l'atomisme, renommé par Boyle, pour en effacer la connotation d'athéisme, corpuscularisme, mais aussi le fondement que donnent les sens à la connaissance, thèse majeure de Locke. On se situe là au cœur d'un renouvellement central pour la modernité, dont on ne peut tirer tous les fils, mais au moins indiquer l'apport à l'émergence de l'individuation, dont Hume mettra en évidence quelques décennies plus tard la façon dont elle s'ancre subjectivement. On ne saurait sous-estimer l'apport de l'empirisme, permettant comme l'a indiqué Taylor [1998], de dégager l'individu de la gangue de rationalité surplombante développée par la pensée médiévale et la scolastique. Celui-ci donne précisément ainsi son sens à l'environnement, dans l'accès nécessairement limité à un monde multiple et

proliférant, de fait indéterminé, accessible à l'expérience elle-même ancrée dans l'individuation, dont va se constituer progressivement le sens et qui s'est largement maintenu jusqu'à aujourd'hui. L'individu de la modernité ne peut se comprendre indépendamment du monde, de l'ensemble des relations sensibles, subjectives, cognitives et pratiques dont il participe et au sein desquelles il évolue. Dans un tel contexte, les notions de temporalité, d'histoire, de mémoire et donc de réflexivité deviennent essentielles, elles sont des ressources fondamentales pour réévaluer en permanence l'évolution, les transformations des contextes dans lesquels les individus sont à la fois individuellement mais aussi collectivement impliqués, celles d'un monde dont ni la religion, ni la science n'offrent la clé.

Face à cela, le cheminement adopté par la société française apparaît très sensiblement différent. Elle a tablé sur la rationalité égalitaire puis, après des décennies d'affrontements politiques et sociaux, sur la constitution de puissantes macrostructures pour faire face au défi du temps, dans un moment de croissance où la question de la multiplicité et de la diversité paraissait encore pouvoir répondre à l'injonction scientifique et technique, avec pour effet de lier très étroitement les destins individuels au devenir collectif. Dans un monde qui change aujourd'hui très rapidement, il n'est pas certain qu'une telle solution reste viable longtemps. Face au défi de l'environnement, qui est celui de la complexité à toutes les échelles, il est probable que le rôle des individus autonomes et leur capacité à agir, y compris collectivement, iront croissant. La réflexivité constitue de ce point de vue une ressource véritablement essentielle à quoi le développement à attendre des sciences cognitives va probablement fortement engager en redonnant une consistance aujourd'hui mésestimée à l'ancrage de notre univers mental dans la subjectivité, très au-delà de la matérialité marchande. Les travaux conduits sur l'économie du bonheur, sur le bien-être [Kahneman], la science affective prônée par Davidson, le récent travail de F. De Waal sur l'empathie après celui de Berthoz, les recherches conduites par Tomasello sur la coopération, la théorie des capacités développées par A. Sen et M. Nussbaum, sont autant de points de repère dans cette direction dans laquelle les ressources subjectives apparaissent au cœur des processus de cognition comme d'action, sous-estimées par une tradition intellectuelle qui porte encore fortement le poids de l'héritage de l'Antiquité.

References

- Beck U, Giddens A, Lash S. Reflexive Modernization. Politics, Traditions and Aesthetics in the Modern Social Order, Polity Press, Cambridge 1995.
- Berthoz A, Jorland P (dir.). *L'empathie*, Odile Jacob, Paris 2004.
- Berthoz A. La Simplicité, Odile Jacob, Paris 2009.
- CNDP, Débat public nanotechnologies, compte rendu. Compte rendu établi par le Président de la commission particulière du débat public, CNDP, Paris 9 avril 2010.
- Davidson RJ, Scherer KR, Goldsmith HH (dir.). Handbook of Affective Sciences, Oxford University Press, New York 2003.
- Foucault M. Sécurité, territoire, population : Cours au Collège de France (1977-1978), Seuil, Paris 2004.
- Foucault M. Naissance de la biopolitique : Cours au Collège de France (1978-1979), Seuil, Paris 2004.
- Giddens A. The third Way. The renewal of Social Democracy, Polity Press, Cambridge 1998.
- Honneth A. La réification. Petit traité de théorie critique, Gallimard, Paris 2007.
- Jaume L. *L'individu effacé*, Fayard, Paris 1997.
- Kahneman D, Deaton A, "High income improves evaluation of life but not emotional well-being", www.pnas.org/cgi/10.1073/pnas.1011492107
- Nussbaum M. Women and Human development. The Capabilities Approach, Cambridge University Press, New York 2000.
- Porter D. Health, Civilization and the State. A history of public health from ancient to modern times, Routledge, London and New York 1999.
- Riley JC. The eighteenth century campaign to avoid disease, The MacMillan Press, London 1987.
- Rousseau JJ. Du contrat social ou principes du droit politique, Flammarion, Paris 2001.
- Sen A. Commodities and capabilities, Oxford University Press, New Delhi 1999 [1st edition 1987].
- Taylor C. Les sources du moi. La formation de l'identité moderne, Seuil, Paris 1998.
- Tomasello M, Dweck C, Silk J *et al.* Why we cooperate, The MIT Press, Cambridge Mass. London 2008.
- Touraine A. Un nouveau paradigme. Pour comprendre le monde d'aujourd'hui, Fayard, Paris 2005.
- Waal de F. L'âge de l'empathie, Les liens qui libèrent, Paris 2010.

